



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9078^e séance

Lundi 27 juin 2022, à 15 heures

New York

Provisoire

Président : M. Hoxha (Albanie)

Membres :

Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Dai Bing
Émirats arabes unis	M. Abushahab
États-Unis d'Amérique	M. Mills
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. de Rivière
Gabon	M ^{me} Kambangoye Ankassa
Ghana	M. Agyeman
Inde	M. Ravindran
Irlande	M ^{me} Moran
Kenya	M. Kiboino
Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

La situation en Libye

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Libye

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Libye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix ; et M^{me} Bushra Alhodiri, Présidente et responsable opérationnelle de l'organisation Fezzan Libye, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de tenir le Conseil de sécurité informé des événements récents en Libye.

Sur le plan politique, il me plaît d'annoncer que depuis le dernier exposé présenté au Conseil le 20 juin, quelques progrès ont été accomplis sur le volet constitutionnel. Le troisième et dernier cycle de consultations de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État portant sur la base constitutionnelle des élections s'est tenu au Caire du 12 au 20 juin. Les représentants présents sont parvenus à un large consensus sur la plupart des articles controversés de la proposition de constitution de 2017. Néanmoins, des divergences persistent au sujet des mesures régissant la période de transition préalable aux élections. Les avancées enregistrées sont toutefois louables. Cette réunion a marqué la première fois où la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État examinaient sérieusement la proposition de constitution depuis son adoption en 2017.

Nous jugeons encourageant que les dirigeants de ces deux organes aient accepté l'invitation de la Conseillère spéciale, Stephanie Williams, à se réunir à Genève les 28 et 29 juin afin de dialoguer et de s'entendre sur les mesures régissant la période de transition menant aux élections. Nous sommes fermement convaincus que

les élections sont le seul moyen de régler les désaccords relatifs à la légitimité démocratique de toutes les institutions libyennes. Je rappelle que la Chambre des députés a été élue en 2014 pour un mandat de quatre ans et que le Haut Conseil d'État, qui a succédé au Congrès général national libyen, l'a été lui il y a près de 10 ans, en 2012. J'encourage le Conseil de sécurité et tous les partenaires internationaux de la Libye à appeler les dirigeants des deux organes à saisir l'occasion qu'offre l'accord conclu au Caire. Il est grand temps de parvenir à un accord sur les questions en suspens et d'organiser les élections.

Nous demeurons déterminés à appuyer les efforts de réconciliation libyens en étroite collaboration avec nos partenaires, notamment l'Union africaine. À cet égard, nous saluons le lancement, le 23 juin, de la vision stratégique du Conseil de la présidence pour la réconciliation nationale. Nous nous félicitons que ce document mette l'accent sur la lutte contre les causes profondes du conflit. Dans le même temps, nous rappelons l'importance d'un processus de réconciliation inclusif, centré sur les victimes, basé sur les droits et fondé sur les principes de la justice transitionnelle, l'accent étant mis sur la vérité, la responsabilité et les réparations.

Les divisions politiques persistantes entretiennent un climat de sécurité tendu à Tripoli et dans ses alentours. La question de l'exécutif n'a pas encore été réglée. Alors que les groupes armés continuent de se positionner en faveur soit de M. Dbeibah soit de M. Bashagha, le risque d'escalade augmente. Je réaffirme que l'ONU est disposée à faciliter le dialogue entre M. Dbeibah et M. Bashagha. J'appelle une fois de plus tous les acteurs politiques et de la sécurité libyens à faire preuve de la plus grande retenue et à régler tous leurs différends par le dialogue.

Je me félicite également de la reprise récente des activités de la Commission militaire conjointe 5+5 et des chefs d'état-major et je salue leur appel conjoint à maintenir le calme et la stabilité dans le pays. Le 7 juin à Tunis, la Conseillère spéciale, M^{me} Williams, a présidé avec la France une réunion plénière du groupe de travail sur la sécurité issu du processus de Berlin, avec la participation de la Commission militaire conjointe. La discussion a porté sur la nécessité de renforcer le cessez-le-feu, notamment en garantissant des progrès dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des milices et des groupes armés et le

retrait des mercenaires, des combattants étrangers et des forces étrangères de la Libye.

Cette réunion a également offert une occasion précieuse aux observateurs du cessez-le-feu libyen dans l'est et l'ouest d'organiser leurs premiers échanges sur la mise en place du mécanisme de suivi du cessez-le-feu dirigé et contrôlé par les Libyens. Avec l'aide de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), la Commission militaire conjointe et les observateurs locaux prévoient de se réunir de nouveau à Tunis les 28 et 29 juin. Dans l'intervalle, les observateurs du cessez-le-feu mobilisés par la MANUL restent basés à Tripoli en attendant que les autorités compétentes approuvent les lieux où ils pourront être logés et travailler, entre autres conditions à remplir pour que les observateurs puissent opérer depuis Syrte.

Sur le plan économique, le secteur pétrolier libyen reste partiellement fermé. Depuis le 16 avril, cette fermeture a réduit d'un tiers les exportations de pétrole libyen et fait perdre 3,1 milliards de dollars de revenus au pays. En outre, le désaccord sur le contrôle et l'utilisation des fonds publics qui a déclenché la fermeture partielle du secteur persiste et pourrait entraîner de nouvelles fermetures de champs pétrolifères à court terme. La suspension des transferts de revenus pétroliers pourrait limiter la capacité du Gouvernement d'unité nationale de payer les salaires et de répondre à d'autres besoins financiers, notamment pour les services sociaux de base.

Sur une note positive, j'ai le plaisir d'annoncer que, le 7 juin, l'ONU et le Ministère du plan ont signé le premier Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui couvre la période de 2023 à 2025. Le Plan-cadre sert à orienter les efforts de consolidation de la paix et de développement des entités des Nations Unies en Libye, conformément aux priorités nationales et à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

La situation des droits humains en Libye reste alarmante. Neuf membres de la société civile et travailleurs humanitaires arrêtés entre novembre 2021 et février 2022 pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression sont toujours en détention. Le 8 juin, quatre de ces personnes détenues arbitrairement n'ont pas été autorisées à se rendre à une audience prévue au tribunal. De plus, cette audience est loin d'avoir respecté les normes en matière de procès équitable.

Je reste préoccupée par l'érosion constante de l'espace civique. Des restrictions arbitraires continuent

d'être imposées aux organisations de la société civile. Les femmes et les hommes engagés politiquement qui défendent les droits humains sont la cible de discours haineux et d'incitations à la violence, ce qui compromet leur sûreté et leur sécurité.

Depuis le mois de mai, la MANUL a reçu de nouvelles informations faisant état de graves allégations de torture contre des Libyens, des migrants et des demandeurs d'asile dans des lieux de détention et des prisons. Les autorités libyennes doivent enquêter sur toutes les allégations de torture et d'autres violations des droits humains dans les centres de détention, y compris ceux qui sont sous le contrôle du Département de lutte contre l'immigration clandestine du Ministère de l'intérieur. Les responsables de graves violations des droits de l'homme, y compris d'atrocités criminelles, doivent être traduits en justice au niveau national ou, le cas échéant, par des mécanismes de justice internationale comme la Cour pénale internationale.

Malheureusement, pour de nombreuses victimes et personnes rescapées, la justice et la reddition de comptes, y compris les recours et les réparations, sont hors de portée ou terriblement lentes. Ainsi, le 14 juin, la Cour d'appel de Tripoli a renvoyé l'affaire du massacre d'Abou Salim survenu en 1996 devant le système de justice militaire, affirmant qu'elle n'était pas compétente pour traiter cette affaire. Le dernier jugement rendu, associé au temps écoulé depuis les faits auxquels il se rapporte, suggère que le système de justice pénale libyen ne peut ou ne veut pas juger des individus pour des atrocités criminelles.

À ce titre, il est essentiel de proroger le mandat de la mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye pour pouvoir enquêter sur les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et en rendre compte. Le rôle de la mission d'établissement des faits contribuera à promouvoir les droits de l'homme et à instaurer une paix durable, et favorisera une réconciliation nationale fondée sur les droits en Libye.

Au 14 juin, l'ONU avait enregistré le retour de 10 000 personnes déplacées supplémentaires sur leur lieu d'origine depuis le début de l'année. Le nombre total de personnes déplacées s'élève désormais à 159 000. Cependant, les menaces d'expulsion de personnes déplacées restent préoccupantes. À Tripoli, le 15 juin, environ 90 familles déplacées ont été menacées par des membres de groupes armés avec des bulldozers. Elles ont reçu l'ordre d'évacuer les bâtiments qu'elles

occupaient dans un délai de 10 jours. Cet avertissement fait suite aux expulsions dans trois camps accueillant des familles taouargha déplacées en mai. Le Gouvernement doit redoubler d'efforts, avec l'appui des partenaires de l'ONU, pour trouver des solutions durables pour les personnes qui restent déplacées à l'intérieur du pays, conformément aux normes internationales.

Pour terminer, je voudrais souligner que la Libye a fait des progrès significatifs ces dernières années en vue de l'instauration d'une société plus inclusive. Dans l'intérêt du peuple libyen, nous ne devons pas laisser ces progrès se dissiper. La priorité de l'ONU en Libye reste de faciliter le retour au processus électoral, sur une base constitutionnelle solide et consensuelle. C'est ce que le peuple libyen a demandé. Le résultat des pourparlers du Caire est un pas dans la bonne direction. J'espère que la prochaine réunion qui se tiendra à Genève entre les chefs de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État aboutira à un accord final qui permettra la tenue d'élections dans les meilleurs délais. Je voudrais souligner qu'il est essentiel que le Conseil de sécurité continue d'appuyer ces efforts dans un esprit d'unité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Alhodiri.

M^{me} Alhodiri (*parle en anglais*) : Je m'appelle Bushra Alhodiri et je suis la Directrice des opérations de l'organisation Fezzan Libya. Je m'adresse au Conseil de sécurité depuis la ville de Sabha, dans le sud de la Libye. Je remercie les membres du Conseil de me donner l'occasion de leur présenter un exposé sur la participation des femmes à la vie politique et au service public, et sur les obstacles qu'elles rencontrent.

Depuis que j'ai été nommée en 2016 au poste de Directrice des opérations de l'organisation Fezzan Libya, une organisation non gouvernementale locale, j'ai géré plus de 30 projets dans des domaines allant de la cohésion sociale à l'autonomisation des jeunes et des femmes, en passant par le renforcement des capacités de gouvernance locale et bien plus encore. Je dirige des réunions communautaires et m'entretient avec les autorités locales au quotidien et je suis presque toujours la seule femme dans un environnement dominé par les hommes. Les normes et les coutumes traditionnelles ainsi que la nature masculine de la société font qu'il est difficile pour les femmes d'être associées aux efforts de réconciliation et de participer aux prises de décisions.

Dans le cadre de la gestion de ces projets, j'ai été amenée à rencontrer des responsables locaux, des chefs tribaux, des responsables religieux et des notables afin d'analyser les indicateurs de conflit et de définir la meilleure approche d'intervention pour rassembler les membres de la communauté. Au début, certains refusaient de participer à une réunion dirigée par une jeune femme, l'atmosphère était peu accueillante et la plupart d'entre eux ne me prenaient pas au sérieux. Cependant, j'étais déterminée à leur faire comprendre que j'étais leur seule solution pour retrouver la stabilité et améliorer la fourniture de services dans la ville. Il leur a fallu beaucoup de temps pour m'accepter et prêter attention à ce que j'avais à dire.

Les problèmes relatifs à la participation des femmes en Libye sont complexes. Sur le plan social, les femmes sont toujours considérées comme faibles et ne sont autorisées à exercer qu'un petit nombre d'emplois. Sur le plan économique, elles sont victimes de discriminations dans les politiques d'emploi et sur le lieu de travail.

Des défis importants pèsent également sur la participation politique des femmes. Les femmes en Libye sont confrontées à la violence systémique du Gouvernement et, par conséquent, restent des citoyennes de seconde zone. Celles qui tentent d'accroître leur participation aux négociations de paix sont souvent rejetées, comme ce fut le cas lorsque le Ministère d'État pour les questions relatives aux femmes a annoncé le retrait de la Libye du mémorandum d'accord sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, qui avait été signé avec ONU-Femmes.

Le mémorandum d'accord avait suscité une vaste controverse, une réaction violente de la part des membres de la communauté et des allégations de la part des chefs religieux selon lesquelles le mémorandum et la résolution elle-même contrevenaient aux normes, coutumes et principes religieux de la société.

Plus de 10 années se sont écoulées depuis que la révolution pacifique s'est transformée en une guerre intestine. Ceux qui vivent aujourd'hui en Libye luttent pour survivre, en particulier les femmes et les jeunes.

L'insécurité des femmes en Libye est l'un des principaux problèmes qui entrave leur participation à la vie politique, empêche l'égalité des sexes et marginalise leur engagement futur. Les militantes des organisations de la société civile, les défenseuses des droits humains et

les journalistes continuent d'être la cible de harcèlement sur les médias sociaux, d'agressions physiques, d'enlèvements et d'assassinats. De telles préoccupations ont de graves implications pour l'avenir des droits des femmes en Libye et ont une incidence sur leur inclusion dans le processus démocratique du pays.

Depuis 2011, nous avons eu de nombreux gouvernements dominés par des hommes, mais les gouvernements libyens récents ont pris des mesures concrètes en nommant davantage de femmes à des postes plus élevés, tels que ceux de Ministre de la justice et de Ministre des affaires étrangères, ce qui n'avait jamais été fait auparavant.

Dans ce contexte, d'énormes progrès ont été réalisés en faveur des Libyennes. Pour la première fois dans l'histoire du pays, les Libyennes ont participé plus activement aux préparatifs des élections nationales organisées en 2021. Deux femmes se sont portées candidates à la présidence et de nombreuses Libyennes sont devenues membres de partis politiques. En outre, d'autres signes montrent clairement que les femmes participent activement à la vie politique.

L'augmentation du nombre de femmes dans la fonction publique est un excellent point de départ, mais pour garantir une véritable participation des femmes, il faut également adopter des lois qui leur sont favorables. Il est temps pour les décideurs libyens et la communauté internationale de comprendre que l'instauration d'une véritable démocratie, de la justice et de l'égalité pour tous passe par une participation significative des femmes. À cet égard, nous espérons que le Conseil entérinera les recommandations suivantes concernant les Libyennes.

Premièrement, les efforts visant à encourager la participation des femmes à la vie politique et aux activités de consolidation de la paix en Libye doivent se poursuivre, quels que soient les obstacles. Un appui constant en faveur de la participation des femmes aux négociations de paix au niveau national est essentiel.

Deuxièmement, il est essentiel d'améliorer les services axés sur les femmes. En général, les femmes ne sont pas associées aux programmes gouvernementaux. Il faut renforcer la coopération entre les instances gouvernementales, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale pour améliorer les programmes destinés aux femmes aux niveaux national et local.

Troisièmement, nous devons accroître une véritable participation des femmes à la prise de décision

aux niveaux national et international, afin de permettre aux Libyennes de faire entendre leur voix dans les processus décisionnels et de bonne gouvernance.

Quatrièmement, nous devons adopter des lois qui permettent de renforcer la position des femmes et augmenter à 50 % le quota de femmes lors des prochaines élections parlementaires, avec une participation encore plus importante dans les comités législatifs.

Enfin, afin de renforcer les idéaux d'égalité, de justice et de démocratie, il est important de promouvoir et de diffuser une culture de l'égalité des sexes, qui donne la priorité à la participation des femmes. L'appui des autorités de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye en vue de créer un cadre national visant à promouvoir l'autonomisation des femmes déplacées et des femmes victimes de violence conjugale dans les zones rurales est crucial.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Alhodiri de son exposé.

J'appelle l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président publiée sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil de sécurité à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil de sécurité à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. Je remercie également M^{me} Alhodiri de nous avoir rappelé l'importance de la participation des femmes aux questions relatives à la paix et à la sécurité.

Je saisis cette occasion pour remercier la Conseillère spéciale du Secrétaire général, Stephanie Williams, de tout le travail qu'elle a accompli en Libye ces dernières années et saluer les efforts fournis par le Secrétaire général pour nommer un représentant spécial. Nous espérons que cela sera fait rapidement.

J'aborderai quatre points aujourd'hui.

Premièrement, l'ONU a clairement indiqué que, bien que les élections n'aient pas eu lieu en décembre, la feuille de route du Forum de dialogue politique libyen reste valide. Nous sommes conscients que certains acteurs insistent sur ce qu'ils pensent être la date limite de la feuille de route, mais des gouvernements et des institutions parallèles ne sont pas dans l'intérêt

du peuple libyen, pas plus que les dépenses illimitées. Nous exhortons toutes les parties à comprendre que les ressources de la Libye doivent être gérées de manière transparente, fiable et responsable dans tout le pays, au profit du peuple libyen.

Deuxièmement, nous nous félicitons des progrès réalisés au cours des pourparlers entre les membres de la commission conjointe de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État au Caire, qui ont été facilités par la Conseillère spéciale Williams. Il incombe maintenant aux dirigeants des deux chambres de définir de toute urgence et définitivement les bases juridiques des élections et de permettre au peuple libyen de choisir ses dirigeants, comme il le souhaite. Par conséquent, nous nous félicitons des préparatifs de la réunion qui se tiendra à Genève dans les jours à venir. Les deux dirigeants doivent donner la priorité aux intérêts de la Libye. Un processus politique inclusif, qui prévoit l'organisation d'élections parlementaires et présidentielle crédibles, transparentes et inclusives dès que possible, est le seul moyen d'instaurer la stabilité en Libye.

Troisièmement, il est plus important que jamais de veiller à ce que toutes les forces étrangères et tous les mercenaires, y compris le groupe Wagner, se retirent du territoire libyen. Leur présence continue est préjudiciable à la paix et à la sécurité en Libye et dans toute la région. Toutes les forces étrangères et tous les mercenaires doivent quitter la Libye sans plus tarder. Nous appuyons les efforts fournis par la Commission militaire conjointe 5+5 pour mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu adopté en octobre 2020 et nous appelons à davantage de progrès en ce qui concerne sa mise en œuvre. Toutes les parties concernées doivent collaborer avec l'ONU et la Commission pour honorer les engagements pris.

Enfin, le Royaume-Uni réaffirme sa volonté de travailler avec la Libye et tous les partenaires internationaux pour bâtir un avenir plus pacifique et plus stable pour le pays et pour le peuple libyen. Nous allons contacter les membres du Conseil de sécurité dans les jours à venir au sujet des prochains renouvellements des mandats du Groupe d'experts et de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Comme chacun le sait, ces neuf derniers mois, nous avons eu du mal à nous mettre d'accord sur un mandat substantiel. J'espère que tous les membres du Conseil sont prêts à prendre part à un débat constructif sur l'avenir de la Mission et à convenir d'un mandat à plus long terme pour apporter à la MANUL la stabilité dont elle a besoin.

M. Agyeman (Ghana) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Kenya et le Ghana.

Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M^{me} Bushra Alhodiri de leurs exposés. Nous saluons la participation de notre collègue l'Ambassadeur Taher Elsonni, Représentant permanent de la Libye.

(l'orateur poursuit en anglais)

Ces dernières semaines, des efforts importants ont été consentis pour mettre fin à la longue période de transition, qui est encore plus compliquée actuellement en raison d'une impasse politique décourageante. Nous félicitons la commission conjointe de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État pour les progrès accomplis à ce jour en vue d'établir des bases constitutionnelles pour les élections. Nous demandons instamment que cet élan soit maintenu afin de régler les questions en suspens. Nous saluons le travail accompli par la Conseillère spéciale du Secrétaire général, M^{me} Stephanie Williams, à cet égard.

Le processus de paix suppose de rétablir la dignité d'un peuple, qui peut alors faire avancer sa nation grâce à des décisions issues d'un dialogue et d'un processus de réconciliation nationale inclusifs. Un processus de paix véritablement dirigé et contrôlé par les Libyens ne peut être mis en œuvre sans intégrer le dialogue et la réconciliation à toutes ses étapes. C'est pourquoi nous insistons sur la poursuite du dialogue et d'un processus global de réconciliation nationale, comme le préconise également la résolution 2510 (2020). À cet égard, nous félicitons les autorités libyennes du lancement de la vision stratégique du processus de réconciliation nationale. Nous sommes fermement convaincus que les bases des élections et les élections elles-mêmes doivent s'inscrire de manière constructive dans ce schéma. Par conséquent, nous espérons que nos frères et sœurs libyens se rappelleront que le processus de paix n'est pas seulement une question d'élections.

Néanmoins, nous encourageons des élections qui garantissent la pleine participation des femmes et des jeunes libyens. Nous mettons en garde contre toute tentative de dicter aux Libyens de quelle façon ils doivent forger un chemin vers la paix. Au contraire, en tant que membres du Conseil de sécurité, nous avons l'obligation de protéger toutes les avancées réalisées dans le cadre du processus de paix, afin de les renforcer

et de les pérenniser. Nous plaidons également en faveur d'un appui international à cette fin. Nous saluons l'engagement de l'Union africaine, tel qu'il a notamment été réaffirmé au moment du lancement de la stratégie le 23 juin, et nous nous félicitons de la séance du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine qui se tiendra le 29 juin afin d'examiner la situation en Libye.

Nous sommes préoccupés par les informations faisant état de violences à Tripoli et dans ses environs. Nous mettons en garde contre tout recours à la violence et lançons un appel pressant à la retenue et au calme, surtout dans une période aussi sensible. Nous demandons également à toutes les parties de s'abstenir de toute déclaration incendiaire. La présence continue de combattants étrangers, de forces étrangères et de mercenaires, ainsi que les violations flagrantes de l'embargo sur les armes créent de façon ignoble un environnement propice aux tensions. À cet égard, nous appelons tous les combattants étrangers, toutes les forces étrangères et tous les mercenaires à quitter immédiatement la Libye. Nous nous félicitons par ailleurs des pourparlers tenus par la Commission militaire conjointe 5+5 la semaine dernière au Caire et saluons sa détermination à garantir le départ de ces éléments, ainsi que l'unification de l'armée.

Nous exhortons le Conseil de sécurité à accompagner cette détermination d'une action soutenue en faveur de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et du respect de l'embargo sur les armes. Nous rappelons les effets dévastateurs que le conflit a provoqués dans la région du Sahel. Nous devons garder à l'esprit que le processus de paix en Libye est inextricablement lié à la stabilité de la région.

C'est pourquoi les consultations avec les États voisins et les États de la région revêtent une importance capitale. L'appui international doit également s'étendre à la coopération transfrontière en matière de lutte contre le trafic d'armes, le trafic illicite des personnes et la traite des êtres humains, entre autres domaines. Par ailleurs, nous demandons instamment que les efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration ne soient pas seulement axés sur la Libye, mais qu'ils soient également entrepris dans le cadre d'une approche collaborative avec les États voisins et les organisations régionales. La dimension transfrontière doit aussi tenir compte des conditions favorables que le conflit offre au développement du terrorisme. La réforme du secteur de la sécurité et les efforts de désarmement, de démobilisation et de réinsertion doivent être

accompagnés d'un renforcement délibéré des capacités et d'un soutien en matière de lutte contre le terrorisme.

Le traitement inhumain infligé aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile qui transitent par la Libye pour rejoindre l'Europe est ignoble. Le préambule de la Charte des Nations Unies énonce notre détermination, en tant que peuples des Nations Unies, à « proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ». Malheureusement, il n'en est rien pour nos frères et sœurs qui traversent chaque jour les eaux de la Méditerranée en quête d'une vie meilleure.

Nous demandons instamment que tous les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile soient traités avec dignité, sur terre comme en mer, et sur un pied d'égalité partout dans le monde. Nous demandons également à toutes les personnes qui facilitent directement ou indirectement leur traitement inhumain de mettre fin à ces pratiques. Je pense notamment au financement ciblé et au partage d'informations en vue de leur détention dans des conditions inhumaines, ainsi qu'au partage d'informations en vue de leur interception en mer et de leur retour dans les ports libyens.

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) doit être dotée d'une structure et d'une direction bien définies si l'on veut que le Conseil puisse appuyer la Libye dans le cadre d'une action bien coordonnée. C'est pourquoi nous attendons avec impatience que soit pourvu le poste de Représentant spécial du Secrétaire général, et nous nous félicitons à cet égard de la récente nomination d'une personnalité africaine par le Secrétaire général pour examen. Nous exhortons également les autres membres du Conseil à s'engager à parvenir à un consensus et à confier à la MANUL, en juillet, un mandat de fond au profit du peuple libyen.

Enfin, nous demandons instamment que toute action portant sur les avoirs gelés de la Libye soit prise en concertation avec les autorités libyennes afin de veiller à ce qu'ils soient préservés dans leur intégralité en vue de leur restitution ultérieure au bénéfice du peuple libyen.

Pour terminer, nous réaffirmons notre attachement à un processus de paix véritablement dirigé et contrôlé par les Libyens, dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Libye.

M. Ravindran (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe de son exposé. Je remercie également M^{me} Bushra Alhodiri de ses observations, et je salue la présence du Représentant permanent de la Libye à la séance d'aujourd'hui.

Nous notons avec inquiétude non seulement que les progrès observés depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu risquent de marquer un coup d'arrêt, mais aussi que certains signes laissent entrevoir la possibilité d'un retour en arrière. Nous avons pris acte avec une vive préoccupation des informations faisant état d'affrontements armés et de la mobilisation de groupes armés à Tripoli et dans ses environs.

Il est également regrettable que la base constitutionnelle nécessaire à la tenue d'élections ne fasse toujours pas l'objet d'un accord. À cet égard, nous notons que le Président de la Chambre des députés et le Président du Haut Conseil d'État doivent se rencontrer demain à Genève pour discuter du projet de cadre constitutionnel en vue de la tenue d'élections.

Nous exhortons toutes les parties concernées à s'efforcer de régler pacifiquement toutes les questions politiques en suspens, en gardant les intérêts supérieurs du peuple libyen à l'esprit. Nous espérons que toutes les parties travailleront ensemble pour maintenir la paix et la stabilité dans le pays. À cet égard, nous redisons une fois de plus qu'il est impératif d'organiser les élections présidentielle et législatives dans les plus brefs délais. Cela fait environ six mois que le délai fixé pour la tenue d'élections, décidé par les Libyens eux-mêmes, a expiré. Il est important de ne pas laisser l'impasse se prolonger.

Pour l'heure, la priorité doit être de veiller à ce que des élections libres, régulières, ouvertes à tous et crédibles soient organisées au plus tôt. Nous espérons que toutes les parties en Libye pourront s'unir autour de cet objectif commun. Il importe que le Conseil de sécurité et la communauté internationale aident le peuple libyen à préparer les élections. La violence, quelle qu'en soit la forme, pourrait compromettre les progrès réalisés depuis 2020 et doit être fermement rejetée.

Il importe également de progresser concrètement sur la voie du retrait total et complet des forces étrangères et des mercenaires. Il est regrettable que plus d'un an et demi après la signature de l'accord de cessez-le-feu, nous n'ayons toujours pas constaté de progrès tangibles à cet égard. La présence continue de forces étrangères et de mercenaires est préjudiciable à la paix et à la stabilité du pays et de la région.

À cet égard, nous tenons également à souligner, comme l'a très clairement fait observer le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1970 (2011) dans son récent rapport, que la prétendue formation militaire dispensée par certains pays et la présence de leurs troupes sur le sol libyen constituent elles aussi une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, et plus précisément du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011).

Il convient de veiller à ce que le processus politique en Libye soit entièrement dirigé et contrôlé par les Libyens, sans imposition ni ingérence extérieure. Dans ce contexte, je tiens également à insister sur l'importance de planifier le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés et des acteurs armés non étatiques. Par ailleurs, la Libye a besoin d'un processus global et inclusif de réconciliation nationale.

Il est important que la communauté internationale accorde l'attention voulue à la menace du terrorisme en Afrique, en particulier dans la région du Sahel. Les rapports du Secrétaire général et du Groupe d'experts évoquent la présence de camps d'entraînement de Daech et de ses entités affiliées dans le sud de la Libye. Le fait que Daech dispose toujours des moyens de lancer des attaques est profondément préoccupant. Le Conseil doit concentrer ses efforts sur l'élimination de toutes les menaces posées par Daech et d'autres groupes terroristes partout dans le monde. Le terrorisme est une menace croissante pour l'Afrique, et il est fondamental que le Conseil de sécurité s'y intéresse en priorité avant qu'il ne soit trop tard.

L'Inde entretient depuis longtemps des liens bilatéraux étroits et mutuellement avantageux avec la Libye et reste déterminée à appuyer la Libye et son peuple dans leurs efforts pour instaurer une paix durable dans le pays.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé et M^{me} Bushra Alhodiri de ses observations édifiantes.

Je tiens tout d'abord à redire notre appui à l'Organisation des Nations Unies et à la Conseillère spéciale Williams, en particulier pour les efforts que cette dernière a déployés en vue de faciliter les pourparlers au Caire entre la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État. Nous jugeons encourageants les progrès réalisés au cours du dernier cycle de négociations en vue de convenir d'un cadre constitutionnel pour la tenue d'élections. Nous appelons les dirigeants des

deux parties à organiser des réunions de suivi afin de régler les questions en suspens. Nous nous réjouissons d'apprendre qu'une réunion de cette nature se tiendra à Genève cette semaine. L'objectif doit être la tenue d'élections nationales libres, régulières et inclusives dans les meilleurs délais.

Nous sommes préoccupés par le regain de tension de ces dernières semaines, notamment à Tripoli et dans ses environs. Il est impératif que tous les acteurs en Libye contribuent à faire respecter le cessez-le-feu et à maintenir le calme. Les progrès réalisés depuis 2020 ne doivent pas être réduits à néant. La Libye a besoin de stabilité, pas d'un nouveau conflit violent. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par la rapide dégradation des services publics, notamment des services d'éducation et de santé, ainsi que par les importants problèmes en matière de protection. Toute nouvelle déstabilisation de la dynamique politique pourrait mettre en péril l'accord de cessez-le-feu et la viabilité du Gouvernement, entraînant le risque d'une reprise du conflit.

Je tiens aussi à exprimer une nouvelle fois notre inquiétude quant à la situation de la société civile et des défenseurs des droits humains en Libye. Les autorités libyennes doivent honorer les obligations qui leur incombent en matière de droits humains.

Enfin, la Norvège est favorable à la prorogation du mandat de la mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye. Il importe que la mission puisse poursuivre ses activités de sorte à promouvoir le respect des obligations relatives aux droits humains et un processus de réconciliation fondé sur les droits en Libye.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. Je tiens également à remercier la représentante de la société civile de son exposé et de ses recommandations très utiles et perspicaces.

Les États-Unis sont vivement préoccupés par la situation en Libye. Il est consternant de voir que de petites cliques d'hommes, qui, dans la plupart des cas, s'appuient sur les armes plutôt que sur la légitimité populaire, ont passé les six derniers mois à conclure des accords et à élaborer des plans pour déterminer qui prendra le pouvoir et qui remportera le butin, alors que quelque 3 millions de Libyens attendent toujours d'exercer leur droit de vote pour élire les dirigeants du pays.

La Libye est à la croisée des chemins, et ses dirigeants doivent choisir la voie à suivre : rechercher

un consensus et favoriser l'unité pouvant mener à des élections régulières et à la stabilité, ou bien se complaire dans le statu quo et condamner le peuple libyen à l'incertitude, à la stagnation et à d'éventuelles violences.

Déclarer que la feuille de route établie dans le cadre du Forum de dialogue politique interlibyen a expiré ne change en rien la situation sur le terrain en Libye et ne permet pas de sortir de l'impasse politique. Cela accroît au contraire l'incertitude et le risque de violence. Cela détourne aussi notre attention. Pendant trop longtemps, les dirigeants libyens ont trouvé des excuses et cherché à reporter les élections dans le but de rester au pouvoir. Une nouvelle lutte pour le leadership ne ferait que retarder davantage la tenue des élections et prolonger l'instabilité.

La principale avancée obtenue par le Forum de dialogue politique interlibyen a été un accord sur la tenue des élections. Non seulement cet objectif est toujours valable et réalisable, mais il traduit la volonté librement exprimée de la majorité des citoyens libyens. Nous jugeons nous aussi encourageants les progrès réalisés par la commission conjointe composée de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État en vue d'établir un cadre constitutionnel pour la tenue des élections présidentielle et législatives.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le Président de la Chambre des députés, Aguila Saleh, et le Président du Haut Conseil d'État se réuniront à Genève cette semaine pour discuter du projet de cadre constitutionnel régissant les élections. Nous les exhortons à collaborer de bonne foi pour aplanir les divergences qui subsistent. La Libye a désespérément besoin de ce type d'impulsion. Cela peut servir de catalyseur pour mettre le pays sur la voie d'élections libres et régulières.

Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour exprimer notre gratitude à la Conseillère spéciale Stephanie Williams, qui a répondu à l'appel lancé par l'ONU, d'abord pour œuvrer avec les Libyens à l'instauration du cessez-le-feu de 2020 et à la stabilisation qui s'est ensuivie, puis pour réunir et épauler les parties en vue de trouver un accord sur le cadre constitutionnel régissant les élections. Nous appelons la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) à mettre pleinement en œuvre les recommandations issues de l'examen stratégique indépendant afin de mieux se positionner pour pouvoir remplir efficacement son mandat et accompagner le peuple libyen dans sa quête de stabilité, de paix et de prospérité.

Pour terminer, il est également temps que le Conseil de sécurité confie à la MANUL un mandat clair et complet d'un an afin qu'elle puisse œuvrer en toute confiance au règlement des nombreux problèmes qui se posent en Libye. La MANUL a besoin de l'appui du Conseil pour être la plus efficace possible, et le renouvellement de son mandat pour une année entière est le meilleur moyen de lui apporter ce soutien.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M^{me} Bushra Alhodiri de leurs exposés. Je salue en outre la participation de la délégation libyenne à la présente séance.

Mes observations d'aujourd'hui porteront sur trois points.

Premièrement, en ce qui concerne les pourparlers politiques en cours, nous nous félicitons de l'accord conclu entre le Haut Conseil d'État et la Chambre des députés, grâce auquel des réunions se tiendront à Genève demain et mercredi. Nous espérons que les parties prenantes libyennes trouveront un terrain d'entente sur les questions constitutionnelles en suspens et définiront ensemble un cadre aux fins de la tenue du scrutin à brève échéance.

Deuxièmement, s'agissant des efforts de réconciliation, nous reconnaissons la pertinence et la légitimité de la feuille de route du Forum de dialogue politique interlibyen. Nous nous félicitons également de la vision stratégique du projet de réconciliation nationale dévoilée la semaine dernière par le Conseil de la présidence. Nous espérons que ce projet sera pleinement mis en œuvre dans un avenir proche. Nous appuyons avant tout l'approche adoptée par les parties prenantes libyennes pour traiter cette question.

Troisièmement, concernant la question de la paix et de la sécurité, les actes de violence perpétrés en Libye restent malheureusement une source de préoccupation. C'est pourquoi nous répétons combien l'accord de cessez-le-feu de 2020 est essentiel. En effet, le plan d'action de la Commission militaire conjointe 5+5 est la pierre angulaire de la mise en œuvre du cessez-le-feu. Nous saluons les efforts déployés sous l'égide de la Commission militaire conjointe 5+5 pour unifier les forces armées libyennes. Nous sommes favorables à un renforcement réfléchi des institutions libyennes, dirigé et entrepris par les Libyens eux-mêmes, avec une pleine appropriation nationale, et sommes convaincus

que ces institutions donneront à la Libye les moyens de promouvoir la paix et la sécurité.

M. de Rivière (France) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe pour son exposé.

La France est préoccupée par l'évolution de la situation en Libye, qui risque d'anéantir les progrès réalisés ces dernières années. Dans un contexte marqué par la coexistence de deux gouvernements rivaux, le risque d'une déstabilisation, voire d'une partition du pays, ne doit pas être pris à la légère. Le statu quo ne peut donc être une option. Notre priorité doit être de résoudre la crise du pouvoir exécutif pour parvenir à un Gouvernement unifié, capable de mener le processus électoral sur l'ensemble du territoire libyen.

Alors que la date du 22 juin est désormais derrière nous, il est essentiel que tous les acteurs libyens respectent le cessez-le-feu en vue des élections présidentielle et parlementaires, ainsi que demandé par les Libyens, dont la mobilisation demeure intacte.

La France apporte son plein soutien aux efforts de l'Organisation des Nations Unies visant à parvenir à un accord des deux chambres sur une base constitutionnelle. Ce dialogue est nécessaire pour définir une nouvelle feuille de route pour la tenue des élections dans les meilleurs délais. Les avancées obtenues lors des réunions du Caire sont un début. Nous encourageons désormais les deux présidents des chambres à finaliser l'accord sur la base constitutionnelle à l'occasion de la réunion de Genève des 28 et 29 juin et à permettre son entrée en vigueur dès que possible.

Un tel dialogue est également utile pour apaiser les tensions et préserver la stabilité au plan sécuritaire. Il est nécessaire pour poursuivre la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, notamment le retrait de toutes les forces étrangères et des mercenaires dans les meilleurs délais, avec pour objectif la réunification des institutions libyennes, notamment militaires et sécuritaires.

La France salue à cet égard la reprise des travaux de la Commission militaire conjointe 5+5. Elle reste disposée à contribuer à la mise en œuvre d'un processus de démobilisation, désarmement et réintégration, en lien avec les acteurs libyens et ceux de la région. Nous rappelons l'obligation faite à tous les États Membres de respecter l'embargo sur les armes.

La France reste préoccupée par la poursuite du blocage pétrolier. Elle apporte son soutien aux

propositions de gel des revenus pétroliers et se tient prête à aider les Libyens pour permettre une gestion transparente et équitable des ressources du pays, bénéficiant à l'ensemble de la population.

La France appelle enfin au renouvellement du mandat de la mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye. Son travail est essentiel au regard des violations préoccupantes des droits de l'homme, notamment des migrants, et du droit international humanitaire.

Le Conseil doit contribuer à la résolution de la crise en encourageant activement à la relance d'un processus électoral indispensable à la stabilisation durable de la Libye. Elle salue les efforts du Secrétaire général en vue de nommer un représentant spécial dès que possible. Elle appelle les membres du Conseil à coopérer pour permettre un renouvellement substantiel du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye le mois prochain.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je tiens, moi aussi, à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Le Mexique déplore que le processus politique en Libye reste affaibli par l'absence de véritable compromis sur la tenue des élections. La situation est devenue tout simplement intenable.

Nous constatons une contradiction inquiétante entre l'aspiration légitime de près de 3 millions de citoyens libyens et l'attitude des groupes politiques qui, faisant passer leurs intérêts individuels avant les intérêts collectifs, ont recours à toutes sortes de tactiques pour retarder et entraver la transition.

Nous espérons que les Présidents de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État assumeront leur responsabilité historique en parvenant à un accord sur les questions en suspens lors de la réunion qui doit avoir lieu à Genève.

Le Mexique encourage et appuie l'ONU dans son travail de facilitation politique et de promotion de l'inclusion des acteurs libyens qui veulent vraiment régler les problèmes auxquels se heurte le processus politique depuis décembre dernier.

Dans le contexte actuel, il est clairement nécessaire de renforcer la Mission d'appui des Nations Unies en Libye par un leadership robuste et un mandat substantiel, à la hauteur des difficultés que le pays rencontre. Mon pays salue les efforts déployés par

le Secrétaire général pour atteindre ces objectifs, et nous appelons les membres du Conseil à aborder le renforcement de la Mission dans un esprit constructif.

En matière de sécurité, nous déplorons les accrochages violents qui se produisent depuis quelques semaines dans la périphérie de Tripoli, et nous appelons toutes les factions à respecter l'accord de cessez-le-feu dans son intégralité. Ces incidents montrent à quel point il est urgent d'avancer sur la question du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des groupes armés et d'arriver à ce que l'embargo sur les armes soit observé. Comme le Mexique l'a déjà dit à plusieurs occasions, tant que des armes seront largement disponibles, certains acteurs préféreront la violence au dialogue politique.

Nous nous félicitons de la reprise des travaux de la Commission militaire conjointe 5+5, que nous exhortons à prendre des mesures concrètes, en coordination avec la région, en vue du départ des combattants étrangers. Nous rappelons que le plan d'action sur cet aspect a été adopté à Genève en octobre dernier ; or, nous n'avons pas vu la moindre avancée concrète depuis lors.

En outre, le Mexique souligne l'importance de disposer de davantage d'informations sur la contribution précise de l'ONU au mécanisme de surveillance du cessez-le-feu. Nous espérons que les futurs rapports du Secrétaire général contiendront plus de renseignements sur les résultats obtenus.

S'agissant de la situation économique, le Mexique condamne les mesures prises pour boycotter l'exploitation et la commercialisation du pétrole libyen. Ce boycott est injustifiable, car le comportement irresponsable de quelques-uns prive le peuple libyen de ressources qui sont essentielles pour financer les services de base et tenter de remédier à la situation humanitaire difficile dans le pays.

Enfin, mon pays exhorte les autorités libyennes à protéger les droits des groupes les plus vulnérables dans le conflit. Il faut agir d'urgence pour protéger les droits des migrants et des réfugiés. Il faut aussi travailler conjointement avec la société civile pour que les femmes et les jeunes puissent jouer le rôle qui leur revient de droit dans la vie politique libyenne.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et je me réjouis de la présence du Représentant permanent de la Libye.

La date limite fixée par le Forum de dialogue politique interlibyen pour un règlement politique a été dépassée le 22 juin. Au cours des 18 mois écoulés, le cessez-le-feu en Libye a tenu dans l'ensemble, et le processus politique a produit beaucoup de résultats positifs. Cependant, toutes les tâches liées à la transition énoncées dans la feuille de route pour le dialogue politique n'ont pas été accomplies. Des divergences demeurent entre toutes les parties libyennes sur des questions clefs comme les élections.

La fin de la période de transition politique ne signifie pas la fin du processus de paix. Toutes les parties libyennes doivent continuer de faire primer les intérêts de leur pays et de leur peuple, se conformer à l'orientation générale du règlement politique, faire preuve de la retenue nécessaire, préserver la paix et la stabilité durement gagnées, continuer de renforcer le dialogue et la consultation, et garder le bon cap pour le processus de paix.

À la lumière de la situation actuelle et de l'exposé du Secrétariat, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons maintenir la dynamique positive du dialogue. Récemment, la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État ont tenu trois sessions de dialogue au Caire, et obtenu des résultats. Les Présidents des deux institutions vont continuer de dialoguer à Genève. La Chine se félicite de cette avancée et remercie l'Égypte de son rôle positif et constructif à cet égard.

La Chine encourage toutes les parties en Libye à maintenir la dynamique actuelle du dialogue et à régler un ensemble de questions par la concertation, y compris sur les futurs accords politiques, la base constitutionnelle pour les élections et la répartition des recettes pétrolières.

L'ONU est le principal canal de médiation pour la question libyenne. Il est essentiel de nommer une nouvelle personne au poste de représentant spécial dès que possible et de rétablir le plein fonctionnement de la Mission d'assistance des Nations Unies en Libye (MANUL). La Chine continue d'encourager la nomination d'un candidat africain à ce poste.

Deuxièmement, il nous faut maintenir la sécurité et la stabilité en Libye. La situation de sécurité actuelle en Libye est aussi délicate que complexe, avec des conflits qui surviennent de temps en temps dans l'ouest. La Chine est très inquiète à ce sujet. Dans les circonstances actuelles, toutes les parties en Libye doivent faire preuve

de toute la retenue possible et s'abstenir de toute action susceptible d'entraîner une escalade des tensions, en vue de créer un climat favorable au processus politique. Les pays qui ont de l'influence en Libye doivent jouer un rôle positif à cet égard.

La Chine se félicite de la reprise des réunions de la Commission militaire conjointe 5+5 dans un avenir proche et attend avec intérêt le déploiement total et rapide de l'équipe de surveillance du cessez-le-feu de la MANUL.

Troisièmement, nous devons rester fidèles au principe d'un processus dirigé et géré par les Libyens. En fin de compte, la question libyenne ne peut être réglée que de manière autonome par les Libyens eux-mêmes, au vu des conditions nationales, par l'intermédiaire d'un dialogue global. La communauté internationale doit respecter pleinement la souveraineté de la Libye et son appropriation du processus, entendre vraiment les préoccupations de toutes les parties libyennes et les prendre en considération, fournir une assistance constructive et s'abstenir d'imposer des solutions de l'extérieur.

L'ingérence militaire et politique extérieure est une des principales raisons pour lesquelles la question libyenne est enlisée dans des difficultés. La communauté internationale doit en tirer des enseignements profonds et ne pas répéter les erreurs du passé.

Quatrièmement, il est impératif de promouvoir globalement le processus de paix. L'économie, les moyens de subsistance de la population et le processus de paix sont autant d'éléments qui se renforcent les uns les autres. Et à cet égard, le pétrole est une importante source de revenus pour le développement économique et l'amélioration des moyens de subsistance de la population. La Chine exhorte toutes les parties à intensifier les consultations sur la répartition des recettes pétrolières et la reprise rapide et complète de la production de pétrole.

La réconciliation nationale générale est la clef d'une paix et d'une stabilité durables en Libye. La Chine accueille avec satisfaction la stratégie et les cinq principes directeurs pour la réconciliation nationale que le Conseil de la présidence a récemment rendus publics et encourage toutes les parties libyennes à coopérer plus étroitement avec l'Union africaine, la Ligue des États arabes et les autres organisations régionales à cet égard.

La Libye s'inquiète depuis longtemps des pertes dues au gel des actifs et a fait des demandes précises à

cet égard. Le Conseil de sécurité et le Comité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye doivent étudier sérieusement ces demandes et y répondre.

À l'heure où nous parlons, la Libye se trouve une fois de plus à un tournant décisif. Malheureusement, le Conseil n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un projet de déclaration de la présidence. Nous espérons que le Conseil parviendra à maintenir son unité sur le dossier libyen, à s'exprimer d'une seule voix et à jouer un rôle positif et constructif dans la promotion du processus de paix libyen.

M^{me} Moran (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, de son exposé très utile. Je tiens à remercier l'intervenante de la société civile, M^{me} Bushra Alhodiri, pour les indications précieuses et les recommandations pratiques dont elle a fait part au Conseil de sécurité. Nous l'en remercions sincèrement.

Je commencerai aujourd'hui par le message le plus important que je souhaite transmettre aux parties libyennes. Nous les implorons de mettre de côté leurs désaccords et leurs intérêts égoïstes. Nous les implorons d'adopter au plus vite un cadre politique. Ce cadre doit être un processus dirigé et contrôlé par les Libyens et facilité par l'ONU, et il doit ouvrir la voie à la tenue d'élections nationales libres, régulières et inclusives. Nous prions les membres du Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble d'être fidèles à la lettre et à l'esprit du processus de Berlin, aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux conclusions des réunions régionales et internationales sur la Libye organisées ultérieurement en vue d'édifier une Libye pacifique, stable et prospère.

Nous prenons acte de la tenue la semaine dernière du troisième et dernier cycle de négociations de la Commission mixte composée de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État, qui sont facilitées par l'ONU. Les efforts de la Conseillère spéciale ont joué un rôle déterminant dans les progrès accomplis à ce jour. Mais il reste beaucoup à faire. Nous appelons donc les deux parties à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales, et nous nous félicitons vivement que les parties aient accepté l'invitation de la Conseillère spéciale, M^{me} Williams, à se réunir à Genève cette semaine afin d'examiner le projet de cadre constitutionnel pour les élections.

Nous engageons toutes les parties à garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes

à tous les aspects de la transition politique et de la consolidation de la paix en Libye. Nous condamnons toutes les menaces, les représailles et la violence dirigées contre les femmes en ligne et hors ligne, en particulier les défenseuses des droits de la personne et les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix, car comme nous l'a expliqué M^{me} Alhodiri, cela compromet véritablement l'avenir démocratique de la Libye. Les autorités libyennes doivent consacrer davantage d'efforts à la prévention de ces actes odieux afin d'amener leurs auteurs à en répondre et réviser les mesures qui restreignent le travail des organisations de la société civile.

Les deux rapports de la mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye contenaient des conclusions sévères sur les violations des droits de l'homme qui entravent la transition démocratique de la Libye. Nous invitons les autorités libyennes à enquêter sur toutes les violations du droit international et à faire en sorte que ceux qui en sont responsables rendent des comptes. Nous préconisons vivement de renouveler le mandat de la Mission afin qu'elle puisse poursuivre son travail vital.

Nous craignons que la persistance de l'impasse politique ne déstabilise plus encore les conditions générales de sécurité en Libye. J'en veux pour preuve les actes de violence déplorables observés à Tripoli au cours des dernières semaines. Une chose reste tout à fait claire : le peuple libyen ne veut pas que le conflit reprenne.

Nous appelons tous les acteurs à respecter et à défendre l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020. Nous nous félicitons que la Commission militaire conjointe 5+5 poursuive son travail important. Nous appelons à progresser sur la voie du plein retrait de tous les combattants étrangers, de toutes les forces étrangères et de tous les mercenaires, conformément au plan d'action et en étroite coopération avec les voisins de la Libye.

Il est également crucial de s'attaquer aux causes profondes du conflit pour rétablir la paix et la prospérité au profit de tous les Libyens. Cela signifie que la richesse et les ressources publiques doivent être distribuées de manière transparente, responsable, juste et équitable au peuple libyen. Cela signifie également que la réconciliation nationale doit être une priorité pour surmonter les profondes divisions politiques et bâtir une paix durable en partant de la base.

Pour terminer, nous exprimons notre plein appui à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye

(MANUL). Le rôle crucial qu'elle joue dans le contexte actuel marqué par l'impasse électorale et politique est absolument essentiel. Nous exhortons donc les membres du Conseil à appuyer un renouvellement de fond de son mandat le mois prochain afin de la doter de la prévisibilité et du pouvoir nécessaires pour faciliter le processus politique.

Je saisis cette occasion pour remercier Stephanie Williams des efforts inlassables qu'elle déploie pour rapprocher les parties. Nous attendons avec impatience la nomination d'un nouveau ou d'une nouvelle représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général à la tête de la MANUL en cette période importante pour la Libye et son peuple. Les membres du Conseil doivent s'acquitter de leurs responsabilités et permettre que la Mission dispose d'une personne qui la dirige.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, pour son exposé détaillé. Nous remercions également M^{me} Bushra Alhodiri de son exposé très utile, et nous saluons la participation de l'Ambassadeur Taher Elsonni à la présente séance.

D'emblée, nous soulignons que le moment charnière que vit la Libye, après l'expiration du délai fixé dans la feuille de route du Forum de dialogue politique interlibyen, exige que les Libyens continuent de participer à un dialogue responsable et restent engagés en faveur d'une désescalade totale. Nous saluons donc les progrès accomplis par les parties libyennes depuis la fin du troisième cycle de consultations de la Commission mixte chargée du volet constitutionnel, qui a eu lieu au Caire. Nous attendons avec intérêt les réunions qui se tiendront cette semaine, et nous espérons qu'elles aboutiront à un consensus sur les points de désaccord. Cela permettra à nos frères libyens de réaliser des avancées concrètes en se basant sur un cadre constitutionnel pour faciliter la tenue d'élections parlementaires et présidentielle libres, régulières, inclusives et crédibles à une date convenue par les Libyens. Dans ce contexte, nous attachons de l'importance aux efforts inlassables que déploient l'ONU et la République arabe d'Égypte pour faciliter ces consultations et nous préconisons d'assurer un suivi actif de ces efforts au cours de la période à venir afin de maintenir la dynamique actuelle.

La stabilité passe par l'élimination de tous les obstacles qui empêchent le retour au calme et par la fin des divisions politiques entre les parties libyennes. Le plus important de ces obstacles est l'insécurité, en particulier au vu de l'escalade et de la récurrence des

affrontements entre groupes armés à Tripoli ainsi que de l'intensification de l'activité militaire dans ses environs.

Il faut, à titre prioritaire, consolider les institutions militaires et chargées de la sécurité et traiter les questions de désarmement. À cet égard, mon pays appuie l'initiative du Conseil de la présidence en faveur de la réconciliation nationale, ainsi que les efforts visant à remédier à la situation générale pour protéger la vie des Libyens, en particulier les femmes et les enfants. Nous appuyons également la déclaration du Secrétaire général de la Ligue des États arabes, qui appelle toutes les parties libyennes à maintenir l'accord de cessez-le-feu, à prévenir son effondrement et qui met en garde contre le choix de la violence.

Dans ce contexte, nous accueillons avec satisfaction la reprise récente des travaux de la Commission militaire conjointe 5+5 sous les auspices de l'ONU. C'est un pas dans la bonne direction compte tenu de la complexité de la situation. Dans cette optique, nous soulignons la nécessité d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité portant sur le retrait des forces, des combattants et des mercenaires étrangers de la Libye de manière simultanée, progressive et équilibrée.

On ne doit pas permettre que les vides de sécurité soient exploités par des groupes extrémistes et terroristes qui attendent la moindre occasion d'élargir et d'étendre leur contrôle en Libye. Nous continuons donc d'appuyer les efforts que déploient les forces libyennes pour lutter contre le terrorisme, en particulier en sécurisant les frontières dans le sud de la Libye. En outre, les divergences politiques ne doivent pas servir de raison pour propager les discours de haine ou inciter à la violence et aux luttes internes. Il faut intensifier la lutte contre ce type de discours sous toutes ses formes pour contribuer à l'instauration de la paix et de la stabilité en Libye.

Nous attendons avec intérêt le renouvellement du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye le mois prochain, au moyen d'une résolution de fond qui renforce le mandat de la Mission, afin qu'elle soit mieux à même d'aider la Libye. De même, nous attendons avec intérêt la nomination d'un Représentant spécial du Secrétaire général en Libye dans les meilleurs délais, conformément aux exigences de la situation actuelle.

Pour terminer, nous appelons tous nos frères en Libye à préserver les progrès réalisés depuis la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, à continuer d'unifier toutes les institutions libyennes essentielles

et à régler les différends. Il faut mettre un terme à la longue période de transition afin d'offrir une vie digne à tous les Libyens dans un pays unifié, sûr et stable.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé détaillé sur la situation en Libye dans le cadre des activités de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Nous avons également écouté attentivement M^{me} Bushra Alhodiri.

À ce jour, la situation en Libye et dans la région reste instable. Le pays ne s'est pas encore remis des conséquences de l'agression occidentale de 2011, qui a provoqué l'effondrement de l'État libyen et déclenché une crise politique qui perdure.

La feuille de route du Forum de dialogue politique interlibyen a expiré la semaine dernière. Ce document devait guider le processus de règlement politique en cours, y compris un changement qualitatif dans l'unification des structures administratives et de sécurité de l'ancienne Jamahiriya arabe libyenne, ainsi que le redressement économique et social. Malheureusement, plusieurs tâches prévues dans ce document, notamment la mise au point de la constitution du pays et la tenue d'élections nationales, n'ont pas été accomplies à temps. Néanmoins, l'esprit et les principes de la feuille de route restent pertinents pour l'avenir de la Libye. Son expiration n'est pas une excuse pour faire fi de toute prudence.

À cet égard, nous saluons la détermination du Premier Ministre Fathi Bashagha, qui a été élu par la Chambre des députés, et de son cabinet à continuer de travailler dans l'intérêt du pays et nous nous félicitons des mesures prises dans ce sens. L'essentiel est que cet enthousiasme soit canalisé dans une direction constructive. Il reste beaucoup à faire pour mettre en place des organes de gouvernance unifiés, unifier les mécanismes de l'État et les institutions financières et économiques, et constituer des forces de sécurité unifiées. Toutefois, le défi le plus important que le peuple libyen doit relever est de surmonter la méfiance mutuelle engendrée par des années de conflit.

Nous condamnons fermement les récentes flambées de violence entre les groupes armés à Tripoli et dans d'autres régions du pays, ainsi que les fermetures de routes le long de la côte. Nous appelons les parties à s'abstenir de tout acte imprudent susceptible d'exacerber les divisions. Nous pensons que tous les acteurs internationaux ayant une influence sur les différentes

forces libyennes doivent les encourager à coopérer de façon constructive afin de trouver des solutions de compromis aux problèmes qui se sont accumulés, par des moyens politiques et diplomatiques. Sinon, les affrontements armés vont s'intensifier, et évidemment, il faut éviter cela à tout prix.

Nous nous félicitons des progrès réalisés en ce qui concerne le règlement politique. Au cours du troisième cycle de pourparlers qui s'est tenu au Caire, les délégations de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État ont mené des négociations sur un projet de constitution et ont abouti à des résultats significatifs, mais malheureusement, elles n'ont pas pu parvenir à un accord définitif. Nous ne pouvons qu'espérer que la prochaine rencontre entre Aguila Saleh et Khaled Al-Mishri à Genève à la fin du mois permettra de régler les désaccords qui subsistent.

Il est rassurant de constater que le cessez-le-feu tient toujours et que la Commission militaire conjointe 5+5 poursuit ses travaux. La question de l'évacuation des forces étrangères de Libye reste pressante. Nous avons toujours préconisé un retrait synchronisé, équilibré, progressif et échelonné de tous les groupes armés et unités militaires non libyens, conformément aux accords conclus par la Commission militaire conjointe 5+5 à Genève l'année dernière. C'est la seule approche qui permettra de prévenir une détérioration des conditions de sécurité.

Plus que jamais, les efforts de la communauté internationale sur le volet libyen doivent être consolidés. La Libye ne doit pas être une arène pour la compétition ou pour la poursuite d'intérêts égoïstes. Cependant, force est de constater que ceux qui ont détruit la Libye en 2011 semblent avoir des projets complètement différents. Préserver l'unité du Conseil de sécurité sur le dossier libyen n'est pour eux qu'un écran de fumée. Sinon, il est difficile d'expliquer la position très peu constructive de nos collègues occidentaux, au premier rang desquels le rédacteur britannique chargé du dossier libyen, à l'égard du projet de déclaration du Président du Conseil de sécurité proposé par la Russie, qui expose la position commune des membres du Conseil en faveur de la stabilité et de la résilience de la transition politique en Libye. Nous regrettons que, même à ce stade critique, nos collègues britanniques se soient laissés emporter par la jalousie s'agissant de leurs fonctions de rédacteur, ce qui les a incités à proposer des amendements manifestement inacceptables qui ont empêché l'adoption de la déclaration par le Conseil.

Dans le même temps, une déclaration distincte d'un certain nombre de membres occidentaux du Conseil de sécurité a été diffusée la veille, reprenant une grande partie du contenu de notre projet. Après cela, il ne fait aucun doute pour nous que derrière les grands discours de nos collègues occidentaux sur l'importance pour le Conseil de s'exprimer d'une seule voix se cache une politique de deux poids, deux mesures, qui cause des souffrances en Libye depuis si longtemps.

En raison de la persistance des divisions internes en Libye et de l'égoïsme de nos collègues occidentaux, la situation en Libye risque d'échapper à tout contrôle. Nous soulignons donc une fois de plus qu'il n'y a pas d'autre option qu'un règlement sous les auspices de l'ONU, en tenant compte des réalités de la Libye. Dans cette configuration, la MANUL est l'un des médiateurs clefs. Cependant, cela fait longtemps que la Mission a été décapitée, et sans leader, elle ne peut pas s'acquitter des fonctions cruciales qui lui ont été confiées, à savoir faciliter le dialogue national.

Nous notons que la présence de facto de Stephanie Williams à la tête de la MANUL, qui est Conseillère spéciale du Secrétaire général et qui ne rend pas compte de son action au Conseil de sécurité, a été prolongée artificiellement malgré les assurances répétées qu'il ne s'agit que d'une mesure temporaire. Pour nous, c'est la preuve que nos collègues occidentaux, dans l'esprit de la pensée néocolonialiste, souhaitent imposer à la Libye leur vision de ce que devrait être l'avenir du pays et de qui devrait le gouverner. Nous considérons que cette approche est cynique et inacceptable. L'envoyé des Nations Unies doit avoir un mandat du Conseil de sécurité. Nous nous baserons sur ces considérations lors des négociations sur un projet de résolution du Conseil de sécurité sur la prorogation du mandat de la MANUL en juillet. Il est temps de mettre un terme à l'égoïsme des États occidentaux, ces arbitres autoproclamés du destin libyen.

Nous prenons note de la détermination du Secrétaire général à régler ce problème. Dans le même temps, nous l'appelons à aborder cette question de manière équilibrée et prudente. Certes, il faut parvenir à un consensus au sein du Conseil de sécurité sur une candidature au poste de Représentant spécial du Secrétaire général, mais il est aussi indispensable de tenir compte des vues des acteurs internes libyens et des acteurs régionaux, et de ne pas céder aux diktats de l'Occident, qui considère la Libye comme son pré carré.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Albanie.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de ses remarques et de ses observations utiles, surtout en cette période critique, et M^{me} Alhodiri de sa présentation réaliste de la situation des femmes en Libye. Je tiens également à saluer la participation du Représentant permanent de la Libye, l'Ambassadeur Elsonni, à la présente séance.

Je voudrais brièvement aborder les quatre points suivants.

Premièrement, notre priorité première et commune doit être d'éviter toute escalade militaire et de sortir le pays de son impasse politique et institutionnelle actuelle. La rivalité et la pression entre les groupes armés ne peuvent que faire reculer le pays. Cela ne doit pas être autorisé et ne doit pas se produire. Les Libyens ne le veulent pas.

Un processus dirigé et contrôlé par les Libyens, menant à la tenue dès que possible d'élections nationales libres et régulières dans un cadre constitutionnel, est la seule manière viable de maintenir la stabilité dans le pays. Des progrès ont été réalisés grâce aux efforts louables de la Conseillère spéciale du Secrétaire général, M^{me} Stephanie Williams, et à l'excellent travail qu'elle a accompli dans des circonstances très difficiles, mais il reste beaucoup à faire. Nous appelons les dirigeants de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État à participer en toute bonne foi à la réunion organisée par la Conseillère spéciale Williams, qui doit se tenir demain à Genève, pour résoudre les questions en suspens.

Les Libyens ont clairement exprimé leur volonté de voter, de choisir librement leurs dirigeants et de prendre les rênes de leur destin. Il est grand temps pour nous de les écouter et de respecter leur volonté et leurs droits légitimes. Nous exhortons les parties prenantes libyennes à rechercher un compromis politique inclusif pour surmonter l'impasse dans laquelle se trouve l'exécutif, afin de garantir un environnement propice à l'organisation d'élections régulières, crédibles, inclusives et transparentes. La violence n'a pas de place dans ce processus et le Conseil de sécurité ne tolérera aucune tentative visant à créer des institutions parallèles ou à prendre le pouvoir par la force et la violence. Ceux qui sapent les élections doivent répondre de leurs actes.

Deuxièmement, le maintien de la stabilité sur le terrain est une condition préalable à un processus

politique dirigé et contrôlé par les Libyens, et facilité par l'ONU. Nous sommes préoccupés par l'intensification des tensions entre les milices. Le cessez-le-feu doit être respecté. Nous ne devons ménager aucun effort pour éviter la résurgence du conflit sur le terrain.

Nous nous félicitons de la reprise des travaux de la Commission militaire conjointe 5+5, qui s'est déjà avérée essentielle pour obtenir des progrès sur le volet militaire et préserver le cessez-le-feu adopté en octobre 2020. Nous exhortons tous les acteurs politiques et institutionnels libyens à redoubler d'efforts pour une mise en œuvre concrète de l'accord de cessez-le-feu, notamment le retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires.

Troisièmement, la situation des droits de l'homme dans le pays se détériore. Nous déplorons la détention et les procès inéquitables d'un membre du personnel local du Conseil norvégien pour les réfugiés et d'autres acteurs de la société civile et d'organisations humanitaires en raison des restrictions émises récemment par la Commission de la société civile basée à Tripoli.

Nous appelons les acteurs politiques libyens à respecter les engagements sérieux qui ont été pris en faveur des droits de la personne et à ne pas revenir dessus pour des gains politiques ponctuels. Nous estimons que le processus de réconciliation doit inclure les Libyens eux-mêmes et qu'il doit être centré sur les droits et sur les victimes pour éviter une reprise du conflit dans le pays. C'est pourquoi l'Albanie reste favorable au renouvellement du mandat de la mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye. Celle-ci doit poursuivre son travail indispensable pour améliorer la situation des droits de la personne, garantir la sécurité et renforcer la réconciliation nationale centrée sur les droits dans le pays.

Enfin, la production de pétrole dans le pays n'est pas encore revenue à la normale et aucun progrès n'a été accompli à cet égard. La richesse du pays doit profiter à l'ensemble de la population libyenne. La situation créée par la fermeture de plus de 30 % des champs pétroliers du pays affaiblit l'économie libyenne et entrave les investissements dans les infrastructures critiques et même la fourniture de services de base essentiels pour la population.

Nous remercions à nouveau la Conseillère spéciale Williams de ses efforts inlassables et de son importante contribution. Je réaffirme en outre l'appui de l'Albanie aux efforts déployés par le Secrétaire général

pour nommer un Représentant spécial pour la Libye pleinement habilité et pour doter la Mission d'appui des Nations Unies en Libye d'un mandat renouvelé et solide le mois prochain.

Pour terminer, nous souhaitons que M^{me} Alhodiri et chaque citoyen libyen puissent vivre et s'épanouir, et pas seulement survivre. Personne ne peut changer la situation des Libyens ; eux seuls peuvent faire avancer le pays. Il est donc temps de faire fond sur les progrès déjà réalisés et d'ouvrir un nouveau chapitre pour le pays et ses habitants.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je prends une nouvelle fois la parole, parce que le Représentant de la Russie a évoqué l'importance de l'unité du Conseil de sécurité. Pourtant, au cours des neuf derniers mois, un membre du Conseil s'est systématiquement opposé au consensus sur la Libye et aux tentatives d'un renouvellement de fond du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), en plus de bloquer la candidature initialement proposée par le Secrétaire général pour le poste de Représentant spécial. Le Royaume-Uni reste déterminé à offrir un avenir plus pacifique et plus stable au peuple libyen ; c'est cet objectif qui oriente tous nos efforts en tant que rédacteur de résolutions sur la Libye et dans la négociation constructive des textes du Conseil.

S'agissant du projet de déclaration de la Russie, le dernier rapport du Groupe d'experts a donné des éléments de preuve détaillés des activités du groupe Wagner en Libye, y compris celles qui ont entraîné la mort de civils, qui sont illégales au regard du droit international humanitaire. La présence continue du groupe Wagner et d'autres entités a une incidence négative sur la stabilité de la Libye et de la région dans son ensemble. Nous demandons une fois de plus le départ immédiat de toutes les forces étrangères et de tous les mercenaires de la Libye et avons proposé des modifications au projet de déclaration de la Russie pour refléter cela.

De plus, nous relevons les nombreux éléments de preuve attestant des violations par la Russie de l'embargo sur les armes imposé à la Libye, qui figurent dans le dernier rapport du Groupe d'experts.

Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec nos collègues du Conseil au cours des jours et des semaines à venir pour contribuer aux efforts visant à instaurer la paix et la stabilité en Libye, notamment en apportant notre appui au travail de la MANUL.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je serai bref. Je ressens moi aussi le besoin de répondre aux propos émis de la délégation russe aujourd'hui.

Les États-Unis réfutent catégoriquement les accusations selon lesquelles ils se seraient opposés à un texte du Conseil de sécurité sur la Libye aujourd'hui. Au contraire, ils se sont associés à la majorité des membres du Conseil pour proposer des modifications constructives afin de renforcer ce texte, notamment en appuyant les efforts déployés par l'ONU à Genève cette semaine. Il s'agissait de modifications légitimes et positives visant à améliorer un texte du Conseil, et non à s'y opposer.

Je rappelle à nos collègues russes que les membres du Conseil qui veulent diriger les efforts du Conseil sur un texte de ce dernier doivent prendre en considération les vues de tous ses membres, de manière objective.

Je voudrais également appeler l'attention sur les observations que le représentant du Royaume-Uni vient de faire, m'en faire l'écho et faire remarquer que, contrairement aux affirmations farfelues qu'on a pu entendre concernant un complot néocolonialiste, les États-Unis ne se sont jamais opposés à la nomination d'un Représentant spécial du Secrétaire général pour la Mission d'appui des Nations Unies en Libye. Nous souhaitons cette nomination et avons soutenu plusieurs candidatures. Je ne pense pas que l'on puisse en dire autant de la délégation russe.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye.

M. Elsonni (Libye) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également M^{me} DiCarlo de son exposé et à travers elle, M^{me} Williams, des efforts fournis récemment. Je remercie aussi M^{me} Bushra Alhodiri de sa déclaration. Je lui sais gré d'avoir expliqué

son point de vue et d'avoir exprimé ainsi l'opinion d'un certain segment de la population féminine libyenne.

Nous appelons l'attention sur le fait que l'on commence à observer des avancées positives en ce qui concerne la participation généralisée et active des femmes à la vie en Libye. Nous avons vu des Libyennes représenter le peuple libyen au Parlement. Nous les avons vues participer à des débats politiques. Nous avons vu des femmes juges et des femmes qui occupent des postes dans l'armée et le secteur de la sécurité. Qui plus est, nous nous employons à accroître la participation et la représentation des femmes, qui représentent la moitié de notre société.

Depuis notre dernier exposé au Conseil de sécurité, il y a près d'un mois (voir S/PV.9047), au cours duquel nous nous sommes efforcés de faire entendre la voix du peuple libyen et de faire connaître ses souffrances et ses besoins, en dehors de toutes considérations politiques, nous n'avons malheureusement enregistré aucun progrès notable. La situation politique est toujours dans l'impasse, et les souffrances de la population ne font qu'empirer.

La plupart des régions libyennes connaissent actuellement une crise de l'énergie et de l'électricité. Le peuple est de plus en plus en colère. À mon avis, aucun Libyen ne trouverait un intérêt à suivre cette séance. C'est pourquoi je tiens à m'excuser auprès des Libyens et des Libyennes si je répète aujourd'hui ce qu'ils ont déjà entendu lors des séances précédentes. Je sais que nous sommes pris dans un cercle vicieux. En réalité, les déclarations que nous prononçons aujourd'hui ne changeront pas grand-chose à leurs souffrances quotidiennes.

Comme les membres du Conseil l'ont entendu aujourd'hui, nous nous sommes félicités des récents pourparlers entre la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État, qui se sont tenus au Caire. Je saisis cette occasion pour remercier les membres des deux chambres des efforts qu'ils ont consentis pour dégager un consensus. Malheureusement, ils n'ont pas pu parvenir à un accord lors du troisième cycle de pourparlers. Il reste des questions essentielles et controversées qui doivent être résolues, car elles font obstacle à la conclusion du processus constitutionnel ou des préparatifs constitutionnels. Même le choix de la terminologie appropriée est un sujet de discorde entre les parties.

Nous attendons toutefois avec intérêt la réunion entre la Chambre des députés et le Haut Conseil d'État

qui se tiendra demain à Genève. Nous espérons que les participants parviendront à un accord sur toutes les questions en suspens afin de sortir de l'impasse politique actuelle et de préparer la tenue d'élections présidentielle et législatives crédibles dans les meilleurs délais, tout en garantissant la participation la plus large possible de toutes les factions politiques et en n'excluant aucune partie. Cela nous permettrait de parvenir à une solution véritablement dirigée et contrôlée par les Libyens.

Nos expériences passées et les différents accords politiques conclus, tels que les accords de Skhirat et de Genève, ont démontré que la crise libyenne n'était pas une affaire de document juridique, de feuille de route ou de date limite. Il s'agit d'une crise purement politique, car elle est liée aux conflits opposant plusieurs puissances régionales et internationales qui s'affrontent dans mon pays.

À cet égard, bien que la Haute Commission électorale ait annoncé à de nombreuses reprises qu'elle était prête à organiser les élections, il n'y a pas encore d'accord sur la loi correspondante. Par conséquent, nous demandons une fois de plus au Conseil de sécurité de charger les Nations Unies et leurs différents organismes d'appuyer le processus électoral, d'envoyer des équipes pour évaluer immédiatement nos besoins et d'aider la Haute Commission électorale à préparer chaque étape du scrutin, dès que nous serons convenus de la loi et du calendrier y afférents.

Nous avons besoin d'un soutien technique et logistique, ainsi que d'un suivi international et régional, pour maintenir la dynamique actuelle. Le processus électoral doit être transparent, intègre et accepté par toutes les parties, et nous devons éviter toute falsification, manipulation ou contestation des résultats.

Nous avons constaté une fois de plus à quel point le Conseil est divisé, comme en témoigne le débat qui a eu lieu sur cette question. Ces dissensions compromettent l'avenir du peuple libyen. Notre peuple est devenu l'otage des désaccords entre les membres du Conseil et certaines puissances régionales, qui vont même jusqu'à s'immiscer dans les affaires libyennes. À ce jour, aucun consensus n'a été trouvé sur le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye ou sur la nomination d'un(e) nouvel(le) envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, et il est peu probable que ce soit la dernière.

Nous avons répété à maintes reprises que la crise en Libye n'était pas liée au choix des envoyés ou

à leurs compétences. Nous sommes convaincus que les désaccords internationaux, les ingérences extérieures et les divisions au sein du Conseil sont les causes réelles de l'échec de tous les mandats précédents de la Mission, quel que soit son chef.

À ce sujet, nous tenons à exprimer des objections et des réserves concernant le mécanisme actuel de nomination d'un(e) envoyé(e) spécial(e), qui confère au Conseil de sécurité le contrôle du processus. Nous, l'État concerné, sommes seulement informés du nom de la personne choisie et n'avons pas notre mot à dire.

Afin de garantir le succès de l'action de tout envoyé ou médiateur international, nous demandons au Secrétaire général de consulter d'abord les Libyens sur la nomination du candidat et d'obtenir l'approbation des acteurs politiques concernés avant de proposer un nom au Conseil de sécurité, étant donné que cette personne sera un(e) envoyé(e) ou un(e) représentant(e) du Secrétaire général, et non du Conseil de sécurité. Nous assurons les délégations que les membres du Conseil ne rejeteront pas un candidat s'ils savent qu'il bénéficie de l'appui des autorités locales.

En ce qui concerne les méthodes de travail du Conseil de sécurité, nous voudrions également émettre des réserves quant à la procédure d'adoption par le Conseil des projets de résolution et des déclarations de la présidence. Là encore, le Conseil ne prend pas en compte la position de l'État concerné, car ses membres et les rédacteurs des projets de résolution ne sont pas tenus de faire participer l'État concerné à leurs consultations ou discussions. Ils ne nous consultent que de manière informelle, comme si nous n'étions pas directement concernés par leurs décisions.

Il est temps de rendre ces mécanismes plus transparents et plus équitables, non seulement s'agissant de la Libye, mais aussi de tous les pays inscrits à l'ordre du jour du Conseil. Ces mécanismes reposent sur des pratiques de longue date du Conseil, et non sur des règles ou des règlements.

Malgré tous les défis et toutes les difficultés, nous espérons toujours que nous pourrions surmonter la crise actuelle. Nous sommes favorables à toutes les initiatives visant à unir les Libyens et à mettre un terme au conflit.

À cet égard, nous demandons au Conseil d'appuyer la vision stratégique du projet de réconciliation nationale, qui a été présentée il y a quelques jours par le Conseil de la présidence, et qui bénéficie du soutien de plusieurs organisations nationales, internationales et

régionales. Le Président du Parlement, le Président et les membres du Conseil de la présidence, l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'ONU ont tous contribué à la définition de cette vision stratégique. Cette vision doit être concrétisée, et nous espérons la mettre à profit et mobiliser un soutien en sa faveur.

La réconciliation nationale est tout aussi importante que le processus politique. Il n'est pas exagéré de dire que si elle est mise en œuvre efficacement, cette vision stratégique nous permettra de traduire dans la réalité les aspirations du peuple libyen à la stabilité et à la paix. La bonne foi et la désescalade sont nécessaires pour parvenir à un véritable consensus. Le peuple libyen est actuellement préoccupé et craint pour son avenir compte tenu des divisions profondes entre les différentes parties prenantes libyennes, de la complexité du paysage politique et de l'absence de volonté internationale pour régler la crise.

Nous n'avons trouvé que des solutions superficielles aux problèmes actuels, qui ne manqueront pas de se reproduire et de causer davantage de souffrances du fait des désaccords existants, sans aucune solution efficace en vue. Aussi, nous espérons que la vision stratégique atteindra les objectifs fixés, notamment une réconciliation nationale globale et la création d'un environnement stable permettant à la population de vivre en sécurité, sans discrimination ni exclusion.

Avant de conclure, je voudrais formuler quelques observations sur la réconciliation nationale, et je m'adresserai au Conseil en anglais afin que ses membres saisissent bien le sens de mon propos.

(l'orateur poursuit en anglais)

En dépit de toutes les initiatives prises, de tous les dialogues menés et de tout ce que nous avons enduré ces dernières années, la question de la réconciliation nationale n'a jamais été abordée de manière efficace. Nous constatons que toutes les pistes proposées sont politiques, militaires ou économiques, autant de

pistes que nous pouvons qualifier de techniques, mais qu'aucune ne s'attaque à la cause profonde du problème, qui est la réconciliation nationale. Nous sommes coincés dans un cercle vicieux depuis 2011. Chaque initiative lancée est précaire, et aucune n'est viable. Nous sommes en train d'entrer à nouveau dans le même cycle. Il est donc crucial d'introduire et d'appuyer un volet relatif à la réconciliation nationale. Nous appelons l'Union africaine à lancer ce processus et l'ONU à concourir aux efforts de l'Union africaine. Chaque initiative, chaque idée avancée suit une approche descendante, alors que nous devrions vraiment nous tourner vers la base, vers le peuple. Nous devons réconcilier la nation, sinon rien de ce que nous faisons ne réussira. Et ce processus doit venir compléter tous les efforts, y compris les efforts politiques, visant à créer un cadre constitutionnel et à mener à bien tout ce à quoi nous avons travaillé ces dernières années.

(l'orateur reprend en arabe)

Pour terminer, nous appelons notre peuple à soutenir toutes les initiatives et toutes les propositions tendant à améliorer la confiance, à rejeter la violence et les discours de haine et à mettre définitivement fin à la crise sans dépendre de l'étranger. Nous devons travailler main dans la main pour faire cesser toute sorte de présence étrangère. Nous voyons tous, jour après jour, comment des États autrefois ennemis se mettent d'accord, se réconcilient et font primer les intérêts de leur pays. Aujourd'hui, nous devons donc faire passer l'intérêt de notre pays en premier, car c'est la seule manière pour nous de nous sortir de ce cercle vicieux du conflit et de bâtir un État libyen moderne, fondé sur les institutions et l'état de droit.

Le Président *(parle en anglais)* : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 16 h 40.